

Covid, crise et résilience capitalistes

En 1919, la grippe dite espagnole, qui entre 1918 et 1921 tua entre 20 et 50 millions de personnes, tenaient peu de place dans les débats des délégués venus du monde entier pour préparer ce qui allait devenir le Traité de Versailles. Début 2022, on approche de 5,8 millions de morts du Covid. Les pandémies d'autrefois pouvaient être plus graves (le sida a fait 33 millions de victimes), mais leurs effets sur la politique mondiale étaient nettement moindres: il a fallu le développement capitaliste au cours du XX^e siècle pour unifier véritablement la planète.

En 2020, pendant quelques semaines, voire davantage, 3 milliards d'adultes se sont trouvés oisifs ou en télé-travail, et 1,6 milliard de jeunes ont vu leur scolarité interrompue. Plutôt que de *lockdown* (confinement), l'historien Adam Tooze préfère parler de *shutdown* (arrêt, ou coupure): dès la fin février, avant les mesures gouvernementales, la circulation des capitaux avait ralenti, on enregistrait un choc financier, une chute boursière, une baisse des investissements, et la fermeture d'entreprises ou leur passage au temps partiel. Selon Tooze, le *lockdown* étatique aurait moins précédé que suivi le *shutdown* économique. En tout cas, la contraction mondiale du commerce et de la production a été plus rapide qu'au lendemain du krach de 1929. Quoiqu'il en soit de la chronologie, les États ont réagi.

La santé publique n'existe que comme un des aspects de *l'ordre public*. Celui-ci encadre ce qui est nécessaire à une société pour se perpétuer, selon les normes et les contraintes du lieu et du moment. Jusqu'à un certain point, la fraude fiscale est tolérée, mais toute attaque de banque sera réprimée. Là, on mène « la guerre à la drogue », ailleurs on légalise la consommation de cannabis. L'homosexualité (masculine) était illégale en Angleterre jusqu'en 1967: c'est maintenant l'homophobie qui est passible des tribunaux.

La santé publique ne consiste pas plus à protéger ou sauver systématiquement des vies, que l'État moderne ne garantit à tous un toit ou une bonne alimentation. Assurer la reproduction de la population, c'est prévenir et soigner les maladies... autant que le permet une société fondée sur des rapports de classe et des impératifs de rentabilité. Face à une épidémie, le but numéro 1 d'une politique sanitaire n'est pas qu'il y ait le moins possible de souffrances et de décès, mais d'éviter un excès de malades engorgeant trop visiblement les services d'urgence et de réanimation. Exigence que chaque État satisfait selon le niveau d'ordre ou de désordre acceptable en proportion des capacités et des critères socialement acceptés dans le pays. En 2017, au Nigeria, 68 % des décès étaient dues à des maladies liées à la pauvreté, contre 3,5 % en Allemagne. En 2021, au Pérou, les familles des malades atteints du Covid ont dû acheter elles-mêmes les bouteilles d'oxygène nécessaire au traitement. Mais même dans un pays « riche » avec un « État social » comme la France, il était exclu début 2020 de donner la priorité au repérage des personnes infectées (faute de tests), à la protection de la population (faute de masques), et plus encore de se concentrer sur les individus à risque, sur les vieux, sur les personnes avec des facteurs de comorbidité aggravants, ou vivant à l'écart du système de santé. La société ne fonctionne pas pour sacrifier toutes ses ressources aux

faibles et aux vulnérables : elle ne s'en occupe que si leur situation dépasse un seuil socialement recevable (deux ou trois SDF morts de froid chaque hiver en France, c'est acceptable, non des dizaines.)

Dès les débuts du confinement, des observateurs lucides faisaient remarquer qu'il serait de peu d'utilité en l'absence d'une action de dépistage à grande échelle, d'une distribution massive de masques et de la mise en quarantaine des personnes infectées.

Pourtant, deux ans plus tard, les promoteurs du confinement sont autorisés à dire qu'en obligeant entre un tiers et la moitié des êtres humains à rester chez eux, pendant des délais plus ou moins longs et à des degrés divers, leur politique sanitaire a sauvé un nombre incalculable de vies.

(Laissons ici le fait, également inquantifiable, qu'en favorisant solitude, désarroi, peur et désespoir, l'isolement forcé a contribué à aggraver la mortalité dans des proportions certainement élevées.)

La véritable réussite politique des États, et du capitalisme comme système mondial, c'est d'avoir traité une crise sanitaire aussi grave en improvisant, affirmant une position en janvier pour la démentir en avril, jouant à la fois sur la peur et la confiance, interdisant ou rendant obligatoire tel comportement un jour, un autre le lendemain, sans jamais renoncer aux fondamentaux de cette société, ni perdre leur pouvoir. Les populations ont subi ces événements dans un cadre qu'elles n'avaient pas choisi, et reçu la thérapie sociale et médicale qui leur était imposée. Dans un premier temps, la dégradation des dispositifs de sécurité sociale, ainsi qu'une médecine de pointe mais qui néglige la prévention, ont fait obstacle à la mise en place de mesures d'urgence (seuls de très rares pays en ont pris, la Corée du Sud par exemple). Ensuite, la pandémie étant là et gagnant du terrain, les États ont eu beau jeu de présenter l'isolement forcé comme une mesure raisonnable : peu importait qu'il fût la meilleure solution, ou la moins mauvaise, puisqu'il était alors la seule praticable.

Cela n'a pas empêché de multiples initiatives à la base – fabrication de masques pour son entourage, solidarité de voisinage, etc. – mais elles ne dépassaient pas le cadre local. Globalement, à défaut d'être soignée, encore moins guérie, une population réduite à la passivité était administrée.

Dans des conditions si défavorables, comment les discours et actions anti-vaccins et anti-passe échapperaient-ils à la confusion ? Les « Convois de la liberté » canadien et français ont donné un bon résumé de la plupart des ambiguïtés contemporaines, mêlant revendications collectives, protestations individuelles, slogans « de gauche » et propos connotés à l'extrême droite. Là comme ailleurs, ce qui domine c'est une exigence de liberté dissociée de ce qui lui donnerait un contenu. Être libre, personnellement ou collectivement, n'a de sens qu'en rapport – voire en opposition – à d'autres personnes et groupes. La « liberté », pour le patron, c'est la possibilité d'embaucher et de licencier selon ses intérêts ; pour son salarié, c'est de pouvoir revendiquer et s'organiser dans ce but.

Certaines manif anti-passe sont lancées et animées par l'extrême droite, d'autres par des syndicats et des gens de gauche, mais dans la plupart, la foule n'a en commun qu'un pêle-mêle intellectuel et mental associant naïvetés et doléances. Ce qui ressort, c'est moins une présence d'extrême droite que l'absence d'un minimum d'opinion quelque peu structurée – vide souvent reconnu par les manifestants eux-mêmes au nom d'un apolitisme revendiqué.

Quand on ne comprend pas ce que l'on est, on ne sait pas non plus ce qui en est la cause. Le déclin et le piétinement de la lutte de classe brouillent l'existence même des classes sociales dans les imaginaires collectifs. Les prolétaires ayant du mal à se

reconnaître pour ce qu'ils sont, ils effacent la bourgeoisie de leurs consciences et de leurs débats. Au mieux, le bourgeois, c'est alors le riche, ou plutôt le très et surtout le *trop* riche. Au lieu de le comprendre par sa fonction (gérer à son profit le rapport capital/travail), on le décrit comme appartenant à une élite manipulatrice, à une oligarchie à qui le Covid donnerait l'occasion de « réinitialiser » le monde. Faute d'identifier ce sur quoi on pourrait agir, on lui cherche des noms, et on les trouve dans les participants à Davos, les membres de clubs nationaux (Le Siècle) et mieux encore transnationaux (Groupe Bilderberg).

Symétriquement, comme il faut bien se réclamer de quelque chose, il est tentant de se raccrocher à un symbole commode. « La France », par exemple, opposée à des pouvoirs insaisissables. Les défilés de Gilets Jaunes abondaient en drapeaux tricolores, mais régionaux aussi. Les lions et les fleurs de lys picards n'exprimaient pas la revendication d'une Picardie politique autonome, ils servaient de référence contre un adversaire lointain et quasi inaccessible – l'État, Paris, Bruxelles... – que l'on était incapable de comprendre et de nommer. De même, dans une ville de l'Oise lors d'une manif anti-passe à l'automne 2021, un drapeau breton (ajouté sur la même pancarte au tricolore) ne signalait aucun nationalisme breton : seulement une identité-refuge, au contraire des drapeaux politiques ou syndicaux auxquels on reproche d'être signe d'appartenance partisane, donc symbole d'une dommageable division (entre gauche et gauche, par exemple), division que le drapeau tricolore conjurerait en rassemblant l'ensemble des citoyens.

Qui plus est, les partis supposés radicaux gommant eux-mêmes la représentation de ce qu'ils sont censés incarner. Ringardes, faucille et marteau ! Symbole du NPA, le mégaphone, instrument de communication, exprime seulement une volonté de prise de parole publique, et il pourrait être le logo d'une entreprise de publicité. Faucille et marteau promettaient un avenir du travail généralisé (avec des outils d'ailleurs déjà anciens : ce symbole date de 1917, et associait souvent au début charrue et marteau). Vision limitée et critiquable, mais critiquable justement parce qu'elle affirmait un contenu. Le mégaphone du NPA n'énonce rien.

Confusion intellectuelle et brouillage des repères sont toujours contre-révolutionnaires. Mais on peut douter qu'il y ait plus d'ambiguïté et d'incohérence dans les manifestations anti-passe que dans les habituels défilés syndicaux, de gauche ou d'extrême gauche.

L'auteur de ces lignes a préféré être vacciné, plus par commodité que par croyance en la protection offerte contre le virus pour lui-même et autrui. Face aux médicaments et aux traitements « hi-tech » modernes, même celui d'entre nous disposant de solides connaissances scientifiques a du mal à se faire une opinion – à plus forte raison le commun des mortels dépourvu de ces savoirs. En France, le nombre de vaccins obligatoires pour un bébé est passé de trois à onze : qui d'entre nous serait à même de trancher sur leur nécessité ? Très souvent, en pratique, il est à la fois impossible et inévitable d'accorder à la médecine un minimum de confiance que nous serions en peine de justifier.

D'autres camarades ont choisi de refuser le vaccin anti-Covid. Quelques-uns certainement parce qu'ils nient la gravité de la maladie, assimilant par exemple le virus à celui de la grippe, mais rien ne prouve que ce point de vue dominerait chez les communistes libertaires et anarchistes adversaires du vaccin et du passe. Leur motivation principale, c'est une méfiance devant les médicaments, fondée sur les divers désastres médicamenteux (le « scandale des opiacés » aux États-Unis étant l'un des plus récents), en particulier devant les vaccins anti-Covid.

Ajoutons qu'une bonne partie des libertaires et communistes qui rejettent le passeport sanitaire, voire ces nouveaux vaccins, ne le font pas pour eux-mêmes en tant qu'*individus*, mais pour des raisons politiques découlant de ce qu'ils considèrent eux aussi comme un intérêt *collectif*.

Être vacciné contre le Covid n'est pas un impératif politique de solidarité sociale, de classe ou humaine, pas plus que le refus d'être vacciné n'est un geste subversif dirigé contre l'État, le capitalisme et leurs relais médiatiques. Et si cette vaccination est élevée à la hauteur d'une question de principe, c'est sans doute faute d'autres terrains de lutte aujourd'hui.

Il en va de la santé publique comme de l'écologie : on répare plus ou moins ce que l'on a dégradé, tout en continuant à ne pas prévenir les catastrophes climatiques et sanitaires. Au nom du bien collectif, l'État nous protège (à sa façon et sans renoncer à son rôle de garant des intérêts de classe bourgeois) en échange de notre soumission – face au réchauffement de la planète comme devant une épidémie.

Le virus n'a rien prouvé de neuf, ni rien changé au fond.

Si la civilisation capitaliste n'a pas créé le SARS-CoV-2, elle y a fortement contribué par la détérioration de la biodiversité, la déforestation, un élevage industriel favorisant nouveaux virus et maladies, la circulation toujours plus large des humains et des marchandises, et des habitations insalubres. Après que les premiers confinements ont permis provisoirement à la planète de respirer un peu et au ciel de bleuir, la crise sanitaire ne soulagera pas la crise écologique. Laisser quelque temps la voiture au garage, c'était également vivre toujours plus avec Internet et une surabondance d'objets connectés. D'ailleurs l'avenir de l'automobile est électrique. Les « nouvelles mobilités urbaines » bourrées d'électronique annoncent une production et une consommation supplémentaires d'électricité (qui n'est, rappelons-le, qu'une forme et non une source d'énergie). Déjà on se réjouit du retour d'une croissance vertueuse puisque progressivement « décarbonée ». Début 2022, l'Union Européenne a accordé le label « vert » au nucléaire.

Plus que tout autre système, le capitalisme est conduit régulièrement à s'automotiler pour se rajeunir. Il se nourrit de ses crises, même graves, comme celle de 1929, au prix d'une sélection, y compris d'une « destruction créatrice » de ses élites économiques et politiques : il renouvelle ceux qui gèrent le rapport capital/travail, les entreprises, les marchés, montrant une adaptabilité qui étonnait au début de la Révolution industrielle et surprend encore deux siècles après (voir par exemple la composition de la classe dirigeante chinoise, mêlant bureaucrates et grands chefs d'entreprise).

Éviter les trop grands déséquilibres sociaux et écologiques, et s'ils se produisent, les administrer sans heurts excessifs, tel est le rôle des États : moyennant quelques concessions provisoires, ils ont réussi à le tenir dans la crise sanitaire.

Si la réponse des prolétaires à la gestion bourgeoise de la pandémie est limitée, c'est qu'ils ont été battus *avant*, et qu'une crise (économique, politique ou sanitaire) à *elle seule* ne renverse pas la situation.

Il y a pourtant eu des luttes. Dès le début. Par exemple, le 16 mars 2020, une grève chez Mercedes-Benz à Vitoria (pays basque espagnol) pour forcer l'entreprise à fermer après détection d'un cas positif. A la même époque, en Italie, des grèves sauvages chez Fiat-Chrysler. Aux Etats-Unis, la pression de la base a poussé le syndicat de l'automobile UAW à obtenir le 18 mars l'arrêt plus ou moins complet de la production chez GM, Ford et Fiat-Chrysler. Luttés suivies d'autres, quasiment sur tous les continents, contre la gestion de la crise, la dégradation des conditions de vie et le renforcement de l'autorité étatique – non sans les confusions évoquées plus haut. Il y eut des actions de défense

contre le manque de de mesures sanitaires, d'autres plus ambiguës contre le passe sanitaire, tant il est vrai que « désobéir » recouvre les sens les plus divers : geste purement individuel, « désobéissance civile » pacifique, action anti-étatique collective... Comme l'explique dans un mail un camarade portugais, pendant les deux phases du confinement, le centre de Lisbonne était désert, tandis qu'en banlieue des fêtes avaient lieu, les catholiques assistaient à la messe à huis clos, le parti communiste tenait sa fête annuelle, on défilait en solidarité avec *Black Lives Matter*, et des jeunes organisaient des raves dans le sud. Ces comportements n'étaient pas motivés par un mépris pour sa propre santé ou celle d'autrui, mais par un sentiment de « communauté », quelle qu'en soit d'ailleurs la nature, incitant à donner la priorité au maintien de liens sociaux sur la distanciation sociale : « *On peut être seul dans la décision de ne pas se faire vacciner, mais se réunir avec deux cents autres personnes avec lesquelles on partage une forme d'identité est un choix social et collectif qui confronte une idée abstraite de la société. Il serait erroné de supposer qu'il s'agissait simplement d'enfants jeunes et stupides : ce n'était pas le cas. C'étaient des militants du PC et des catholiques, mais aussi des immigrés brésiliens et cap-verdiens.* »

La planète ne se résume pas à cet exemple, on pourrait en citer d'autres très différents, et ces disparités n'ont rien de surprenant : deux années de pandémie n'ont ni paralysé les populations, ni mis un terme aux luttes, ni non plus dissipé l'équivoque et l'incertitude régnantes. Globalement, une résistance multiforme n'a pas empêché les gestionnaires de ce monde de conserver la maîtrise de la situation. À moins d'événements prochains que rien actuellement ne laisse présager, le capitalisme, en tant que système social et politique mondial, sortira renforcé de la crise du Covid. Loin d'être moribond, malgré ses contradictions, ce système tient tant par sa force d'inertie que par un développement toujours accéléré, destructeur et catastrophique, mais dont on aurait tort de nier la dynamique persistante.

Une « crise », c'est un moment décisif, un point de bascule dans une maladie, le moment incertain qui oblige à des choix – qui ne sont pas forcément ceux d'une rupture. Fractures, instabilités, contradictions... ne manquent pas, mais la vraie vulnérabilité de nos sociétés vient de ce qui les anime : le rapport capital/travail salarié. La suite dépendra des prolétaires.

D'ici là, il importe de faire la différence entre ce sur quoi nous n'avons pas prise, et ce qui dépend de nous. Philip K. Dick écrivait que « *tous les gouvernants ont un certain aspect fictif qui fait partie en somme de leur maquillage de scène* » (*La Vérité avant-dernière*, 1964). La pandémie actuelle a sa matérialité, ses millions de morts, une misère accrue, elle projette aussi ses fictions, ses mythes, ses illusions – et mieux vaut ne pas confondre la réalité avec la fiction.

G. D., mars 2022.

Lectures

Adam Tooze, *L'Arrêt: Histoire économique du Covid*, 2022. Bien documenté, avec les limites inhérentes à l'histoire immédiate. Du même auteur, on recommandera les études de l'économie du Troisième Reich (*Le salaire de la destruction : Formation et ruine de l'économie nazie*, 2012), et des années vingt (*Le Déluge : 1916-1931: Un nouvel ordre mondial*, 2015). Livres tous publiés aux Belles Lettres.

Tristan Leoni & Céline Alkamar, *Quoi qu'il en coûte. Le Virus, l'Etat et nous*, avril 2020 (sur ddt21.noblogs.org).

G.D., *Virus, le monde d'aujourd'hui*, Septembre 2020 (sur ddt21.noblogs.org).

Anthithesi/Cognord, *La réalité du déni et le déni de la réalité*, septembre 2021
Beaucoup d'idées justes. Accompagnées malheureusement d'un défaut majeur. Ce texte raisonne comme si un certain nombre de mesures étaient de fait si indispensables qu'il faille considérer *l'ensemble* de ceux qui questionnent ou refusent confinement, vaccin ou passeport sanitaire comme mus par « *l'adhésion acritique (et parfois inconsciente) aux théories conspirationnistes réactionnaires proto-fascistes* ». Amalgame abusif. On peut critiquer l'anti-fascisme sans faire preuve de complaisance pour le fascisme. On peut critiquer le sionisme sans verser dans l'antisémitisme. On peut de même parler du *Big Business* (dont fait partie *Big Pharma*) sans croire qu'un ou plusieurs comités semi-occultes tireraient les ficelles de la politique mondiale. De plus, la méfiance s'impose devant des mots comme « complotisme » et « conspirationnisme », qui souvent en disent plus sur celui qui les emploie que sur ce qu'ils sont censés désigner. Karl et Friedrich étaient-ils complotistes lorsqu'ils écrivaient que « *le gouvernement moderne n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière.* » (*Manifeste communiste*, 1848) ?

Sur l'impossible auto-réforme écologique : notre série *Pommes de terre contre gratte-ciel*, notamment « *Le Capitalisme ne sera pas écologique* », novembre 2020 (sur ddt21.noblogs.org).